

PROGRAMME ACTION Indications géographiques - PROJET PA-IG

Document de projet

Résumé

Dans un contexte de libéralisation croissante des échanges, la Tunisie a opté pour stratégie agricole reposant sur la promotion de la qualité des produits, la modernisation des exploitations agricoles et l'accroissement des exportations.

La valorisation des produits typiques et de terroirs par le recours à des signes distinctifs tels que les labels ou les indications géographiques protégées peut représenter une stratégie intéressante pour préserver certains modes de production et produits non compétitifs sur les marchés internationaux et notamment européens.

Dans le cadre de l'accompagnement de cette politique agricole, l'AFD a accordé une subvention de 1 M€ sur le fonds PRCC destinée à la promotion des exportations agricoles tunisiennes, à travers la mise en place d'un développement agricole privilégiant la diversité et la qualité des produits de terroir tunisiens. L'Etat tunisien cofinancera ce projet à hauteur de 200 000 euros sur le budget du Ministère de l'Agriculture. Cette contribution servira essentiellement au renforcement des moyens humains de la DGPA avec le recrutement de plusieurs ingénieurs et techniciens.

Objectifs du projet :

Le projet a pour objectifs :

- l'obtention de la reconnaissance internationale (CE) de 2 à 3 produits inscrits sous forme d'IG ;
- renforcement des capacités de la Direction Générale de la Production Agricole (DGPA) du Ministère de l'Agriculture chargée de gérer les signes de qualité en Tunisie ;
- capitalisation sur les démarches d'accompagnement des produits pilotes retenus en matière de traçabilité et de IG afin d'orienter les stratégies d'intervention sur d'autres filières d'exportation à l'échelle nationale.

Volet institutionnel :

Le Projet sera mis en œuvre par le Ministère de l'Agriculture notamment par la DGPA qui aura pour mission d'animer le réseau des différentes parties prenantes à la qualité des produits agricoles en Tunisie (ministères, groupements interprofessionnels, fédération des agriculteurs, agences de promotion des investissements, organismes chargés de la qualité, etc.). Ce réseau prendra la forme d'un UGP logée au sein du ministère et pilotée par la DGPA.

Un assistant technique du CIRAD accompagnera la DGPA dans ses missions de pilotage, suivi et contrôle des signes de qualité ainsi que la formation et sensibilisation des différents acteurs.

La pertinence de la création d'une structure dédiée aux signes de qualité en Tunisie sera étudiée au cours de la mise en œuvre du projet.

Volet opérationnel :

Un premier choix s'est porté sur 3 produits pilotes : Grenades de Gabès, Huile d'Olive de Téboursouk et Dattes Deglet Nour de Tozeur et Kébili. Ce choix tient compte de l'état d'avancement des différents

Bernard Bridier
CIRAD
UMR Innovation

produits ayant fait l'objet de l'étude de faisabilité. Ces produits pilotes sont enregistrés au niveau national et des associations de producteurs sont en cours de constitution.

La liste des produits pilotes est donnée à titre indicatif. Elle pourra évoluer au cours de la mise en œuvre du projet en fonction du déroulement du projet et des appréciations de l'assistant technique et de l'UGP chargée de piloter le projet.

Parallèlement à l'appui à la DGPA et à la structuration institutionnelle, différentes actions sont prévues dans le cadre du projet :

- Communication et animation du réseau d'opérateurs et organisation d'évènements de communication pour une vulgarisation de la démarche au sein du réseau,
- Formation destinée à l'ensemble du réseau avec un focus sur les agriculteurs et les filières agricoles,
- Financement d'études complémentaires sur des sujets spécifiques,
- Promotion et commercialisation (marketing) des produits agricoles notamment sur les marchés internationaux.

Durée du projet :

Le projet s'étale sur une période de 3 ans.

Introduction

La République tunisienne souhaite promouvoir les exportations agricoles tunisiennes à travers la mise en place d'un développement agricole privilégiant la diversité et la qualité des produits de terroir tunisien. C'est pourquoi, la République tunisienne a sollicité l'agence française de développement (**AFD**), qui a accepté de consentir à la République tunisienne une subvention, décision formalisée par la signature bipartie, le **03 janvier 2012** de la convention de financement N° CTN 1139 01 G

Le projet de mise en œuvre du programme d'actions de promotion des exportations agricoles tunisiennes par le développement des indications géographiques (ci-après désigné « **Projet PA-IG** ») est sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Agriculture- Direction Générale de la Production Agricole.

Le **Projet PA-IG** a pour objectifs (i) la reconnaissance internationale de deux à trois produits inscrits sous forme d'indication géographique (IG) et (ii) le renforcement des capacités de la Direction Générale de la Production Agricole (DGPA) rattachée au Ministère de l'Agriculture et responsable de gérer et répliquer les signes de qualité en Tunisie.

Afin d'avoir une vision claire, le projet peut être décliné en objectif stratégique global, objectifs spécifiques, activités opérationnelles et résultats attendus.

Le diagramme **dans l'ANNEXE n°1** (Présentation synthétique des activités du Projet PA-IG) décrit la structure et la hiérarchie des objectifs à atteindre du projet et servira de document de référence pour l'exécution, la supervision et l'évaluation du Projet PA-IG.

Objectif stratégique global

- Promouvoir les exportations agricoles tunisiennes, à travers la mise en place d'un développement agricole privilégiant la diversité et la qualité des produits de terroirs tunisiens.

Le présent projet PA-IG vise à **contribuer au succès économique des produits de terroir tunisiens**. Le PA-IG participera à cet objectif global de développement, mais ne pourra l'atteindre seul. Il devra en cela être accompagné par d'autres mesures au delà de sa portée. Néanmoins, l'orientation générale du projet a été définie avec les parties prenantes, consultées lors de plusieurs missions de faisabilité. Ainsi, le projet prévoit de stimuler les exportations des produits terroirs sur la base d'une protection accrue par la reconnaissance en tant que indications géographiques.

Objectifs spécifiques du projet

- Engager la procédure de reconnaissance internationale (notamment de l'Union européenne) de 2 à 3 produits inscrits sous forme d'IG
- Renforcer la capacité de la Direction Générale de la Production Agricole (DGPA) du Ministère de l'Agriculture, responsable de gérer les signes de qualité en Tunisie ;
- Capitaliser sur les démarches d'accompagnement des produits pilotes retenus en matière de traçabilité et d'IG afin d'orienter les stratégies d'intervention sur d'autres filières d'exportation à l'échelle nationale.

En conformité avec l'objectif stratégique global, l'objectif spécifique du projet est de faire une contribution décisive à **l'établissement d'un système fonctionnel de protection des produits de terroirs par les indications géographiques** en Tunisie.

A la différence de l'objectif global qui ne peut être atteint par le projet seul, le projet a vocation à atteindre les objectifs spécifiques qui lui sont fixés. Afin d'en évaluer l'efficacité, l'indicateur global suivant a été défini : à la fin du projet, 2 à 3 produits IG auront engagé une démarche de reconnaissance internationale.

Concrètement, les producteurs concernés et les services de l'Etat seront en capacité d'instruire les dossiers de reconnaissance de leurs IG et disposer de l'information nécessaire pour faire valoir leurs droits à l'échelon national et international.

Afin d'atteindre cet objectif, le projet technique peut être divisé en composantes et sous-composantes en relation avec les résultats attendus. Ces résultats attendus pourront être atteints grâce à l'exécution des activités prévues par le projet.

L'ordre séquentiel des composantes ne correspond à aucune priorité accordée par les parties prenantes tunisiennes. Par contre, l'ordre des activités pourra être adapté aux priorités réelles pendant la durée du projet.

1. Composantes du projet

1.1. Renforcement Institutionnel

1.1.1. Services d'appui (public et privés)

Afin de rendre les IG accessibles et utiles pour les producteurs, le secteur public doit avoir la capacité d'administrer le système de reconnaissance et de protection des IG et pouvoir fournir l'information et l'appui appropriés aux demandeurs. Les commanditaires du projet ont identifié le besoin de former le personnel du secteur public dans les domaines théoriques et pratiques concernant la reconnaissance, la protection et la promotion des IG. Cette formation s'avère une condition préalable à la mise en œuvre d'un système fonctionnel de protection des IG.

Les formations se concentreront sur les besoins des différentes catégories de participants, appartenant aux opérateurs constituant « le réseau IG », y compris les agences nationales n'appartenant pas au Ministère de l'Agriculture qui seront directement impliquées dans la reconnaissance, la protection et la promotion des IG.

1.1.2. Harmonisation de la législation et sa mise en œuvre

Le cadre juridique pour la reconnaissance des IG a été établi par la loi cadre du 28 juin 1999 relative aux appellations d'origine contrôlées et aux indications de provenance des produits agricoles. Cette loi cadre est en passe d'être complétée par un dispositif prévoyant de mettre en place les modalités de reconnaissance des produits sous signes de qualité, la gestion et le contrôle de ces derniers. Le décret n° 2005-981 du 24 mars 2005 fixe la nouvelle composition et les modalités de fonctionnement de la commission technique consultative des AOC et des IP des produits agricoles. Cependant, les parties prenantes ont jugé utile l'harmonisation du cadre juridique avec les normes internationales, de façon à faciliter la reconnaissance internationale des IG tunisiennes.

1.1.3. Commission technique consultative

La décision du Ministre de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques N° 2395 du 8 octobre 2005 nomme les membres de la commission technique consultative des AOC et des IP des produits agricoles.

Les membres de la commission technique doivent pouvoir être informés de l'avancement du projet, et tout particulièrement des modifications proposées pour le cadre juridique et des procédures d'instruction et de reconnaissance des IG. Des sessions d'information/formation seront réalisées à la demande de la présidence et/ou du secrétariat technique de la commission.

1.2. Reconnaissance des IG/ Formation action

La capacité des producteurs à préparer le dossier pour la reconnaissance d'une GI, puis à assurer la gestion et la protection de leur droit de propriété intellectuelle est un élément déterminant dans le succès de la démarche.

Cette composante est déterminante à la fois pour la reconnaissance des 2 à 3 produits pilotes, mais aussi pour l'apprentissage des services d'appui. Elle représente en quelque sorte, les travaux pratiques nécessaires à la bonne compréhension et à l'acquisition de méthodes opérationnelles proposées dans la composante 1.

Ces méthodes seront ainsi testées, adaptées et serviront d'exemple pour d'autres IG tunisiennes à construire. Elles pourront être capitalisées dans un manuel à destination des services d'appui.

La démarche envisagée est celle de la formation-action, qui propose le renforcement des capacités des producteurs par un apport théorique et pratique, et des travaux, notamment des négociations entre producteurs pour qualifier le produit et définir le cahier des charges. Les résultats des études spécifiques de la composante 4 seront autant d'apports pour renforcer les capacités des producteurs et leur pouvoir de négociation.

Ainsi des ateliers spécifiques seront organisés pour les producteurs des trois produits visés, afin d'accroître leur compréhension du système de protection des IG et pour les aider à préparer leur dossier de demande de reconnaissance.

Des échanges avec d'autres IG tunisiennes et/ou françaises seront organisés afin que les producteurs visualisent l'organisation et les procédures nécessaires à la gestion d'une IG.

Cette composante aura aussi pour vocation de former les responsables (leaders) des groupements de producteurs à la gestion du signe IG, localement par le contrôle, et sur les marchés par la promotion du signe de qualité et du produit.

1.3. Développement filière X territoire

La finalité de la construction d'une IG est bien le développement territorial local, en prenant appui sur le renforcement d'une filière particulière. Il s'agit bien de mettre en place un « système productif localisé » basé sur une organisation et des institutions locales (dont l'IG fait partie). Son développement nécessite aussi des innovations et des investissements afin de lever les goulots d'étranglement identifiés. Un effort particulier sera porté sur les questions de qualité générique des produits.

Localement, la construction d'une IG doit donner lieu à la construction d'une vision de développement commune, à laquelle doit pouvoir concourir l'ensemble des producteurs locaux et des services d'appui. Ainsi, les services de l'Etat et les concours privés seront sollicités pour lever les goulots d'étranglement de la filière et développer des activités convergentes de valorisation des produits, tout particulièrement pour ce qui est en dehors du mandat et des compétences du projet PA-IG.

Les appuis techniques du Ministère de l'agriculture seront particulièrement mobilisés pour assurer les succès techniques et économiques des productions pilotes.

Il a été montré que le succès d'une IG dépend en tout premier lieu de sa capacité à trouver un marché rémunérateur. Le projet favorisera et appuiera les actions de promotion et de commercialisation des produits pilotes.

1.4. Recherche-développement

Au-delà des démarches d'accompagnement des groupes porteurs, la construction d'IG demande des recherches complémentaires pour qualifier les produits et établir le cahier des charges. La communauté scientifique sera mobilisée en ce sens à mesure des questions posées par la démarche auprès des producteurs. D'autre part une bonne connaissance des filières et des territoires sera nécessaire pour apprécier les enjeux et les opportunités de développement.

L'établissement des IG doit être suivi afin d'en évaluer les impacts sur les parties concernées. Une telle évaluation inclut des impacts non seulement légaux et économiques, mais également sociaux et environnementaux. Les instruments pour le suivi des IG n'existent pas encore, mais sont développés par différents organismes, tels que le projet Siner-GI, la FAO et l'UE. Le projet adaptera à la situation locale les méthodes issues d'autres expériences, de sorte que l'impact de l'établissement d'une protection IG puisse être évalué à l'avenir pour les trois produits du projet.

1.5. Communication sur les IG et dissémination des résultats

Les activités de communication ont pour but de faire connaître le concept d'IG à un public plus large, de consommateurs afin qu'ils reconnaissent le signe de qualité, et de producteurs pour augmenter leur intérêt à identifier et faire reconnaître de nouveaux produits.

Les activités vers les médias doivent être mises en œuvre en tant que « sous-produits » du projet, afin de mettre en exergue ses résultats concrets ; par exemple par l'invitation des médias pour des événements spéciaux du projet.

Les informations sur des IG seront disponibles sur le site Web du Ministère de l'agriculture, géré par l'IRESA, et seront mises à jour.

Des brochures/feuilles pourront être édité(e)s pour atteindre les producteurs/opérateurs

Un document vidéo pourra être réalisé à la fin du projet pour résumer la démarche des opérateurs et des services d'appui pour la reconnaissance des trois IG. Ce document pourra ensuite servir de support à la communication/formation des autres producteurs.

Le Ministère de l'agriculture est prêt à fournir les ressources humaines spécifiques à cette composante, notamment en matière de webmaster (IRESA) et de réalisation de document vidéo.

Ces activités de communication accompagneront l'exécution du projet et le renforcement institutionnel pour la reconnaissance et la protection des IG en Tunisie

De plus, les résultats obtenus permettront de capitaliser les expériences réussies et de faire remonter leurs enseignements vers les décideurs, les opérateurs et la communauté scientifique.

2. Description des activités du projet

2.1. Composante Renforcement institutionnel

Activité 1.1: Atelier de démarrage et séminaires annuels

Un premier atelier aura pour objectif d'identifier et de rassembler le « réseau IG » des organisations publiques et privées potentiellement impliquées pour la reconnaissance, la protection et la promotion des IG. Cet atelier sera basé sur l'analyse des processus pour la reconnaissance, la protection et la promotion des IG dans le contexte tunisien, afin d'identifier les acteurs impliqués, les outils disponibles où à créer. Cet

atelier sera ouvert aux responsables de services publics ou privés. L'analyse des processus sera initiée dans le cadre de l'UGP puis complétée au cours de cet atelier.

Un séminaire annuel permettra de présenter les avancées du projet en termes de méthodes, de résultats opérationnels et institutionnels (réglementation et organisation du système de protection). Ce séminaire sera ouvert au « réseau IG » et particulièrement aux membres de la commission technique nationale.

Activités 1.2 Ateliers du groupe de travail IG

Ces ateliers auront lieu à un rythme trimestriel. Ils réuniront les personnels réellement opérationnels du réseau IG. Ils permettront la formation de ces agents à chaque étape de la mise en œuvre du projet sur les 2 volets opérationnels reconnaissance des IG et développement des filières X territoires par des apports méthodologiques et techniques. D'autre part, ils seront un lieu d'échanges entre les différents agents engagés sur les 3 produits pilotes ainsi qu'avec les autres produits IG déjà reconnus.

Activité 1.3 Harmonisation des textes juridiques

Un expert international en matière de droit des IG sera mandaté pour réaliser une lecture commentée des textes juridiques et formuler les propositions de modifications et/ou de complément nécessaires à une harmonisation des textes tunisiens au standard international, dans l'objectif de lever les obstacles juridiques à la reconnaissance internationale des IG tunisiennes. Ces propositions seront discutées au cours d'un atelier de travail avec les services concernés du Ministère de l'agriculture, de la propriété intellectuelle, et des services chargés de la rédaction des lois et réglementation afin d'établir les bases des nouveaux textes.

2.2. Composante reconnaissance des IG

Activité 2.1 Ateliers régionaux de lancement

Un atelier sera organisé dans chacun des gouvernorats avec la participation des groupes d'agriculteurs, de l'administration régionale (CRDA) et des autorités locales. Ils viseront à : présenter la démarche et les objectifs du projet, à la fois sur la reconnaissance des IG et sur de la planification stratégique. Il aura à s'assurer de la motivation des producteurs et de la collaboration des autorités locales.

Activité 2.2 Ateliers de formation-action

Chacun des trois groupes de producteurs recevra des formations, sous forme d'ateliers, au cours desquels seront recherchés des consensus sur les caractéristiques des produits à labelliser, les manières de produire, les relations des producteurs autour du produit. Ces ateliers seront organisés pour les producteurs leaders qui se seront engagés verbalement à construire le dossier de reconnaissance d'IG.

Ces ateliers seront menés par les cadres nationaux de l'unité de gestion du projet (UGP) sous la direction de l'expert international. Ils devront être répétés aussi longtemps que les groupes ne sont pas arrivés à un consensus, et à produire leur dossier de demande de reconnaissance ou à défaut, à un constat de l'impossibilité d'un accord entre les parties prenantes. Cette activité sera menée sur le rythme d'un atelier bimensuel, de façon à permettre aux participants de réfléchir et de prendre l'avis d'autres producteurs entre chaque session. Chaque session donnera lieu à un compte-rendu rendant compte de l'état d'avancement. Il sera confirmé par vote à la session suivante.

Ces ateliers seront aussi une phase d'apprentissage pour les cadres du Ministère de l'agriculture, qui seront en charge d'appuyer la construction de nouvelles IG dans le futur.

Activité 2.3 Formalisation des GD IG

Les groupes porteurs de la demande d'IG devront être formalisés suivant les lois tunisiennes. Cette formalisation nécessitera tout d'abord une information sur les différents statuts possibles, puis un travail avec les producteurs sur l'organisation et le règlement intérieur des types de groupement envisagés. Un bureau devra être élu pour chaque type de groupement; celui-ci recevra une formation sur la gestion, sur les procédures à suivre pour soumettre un dossier de reconnaissance d'IG, ainsi que sur la gestion et la promotion des IG. Le bureau organisera des réunions d'informations auprès des producteurs de façon à convaincre un nombre important de producteurs à adhérer à l'IG et au groupement choisi.

Activité 2.4 Jumelage avec des IG françaises

Le partage d'expérience avec ses pairs (producteurs) est toujours un moment d'apprentissage efficace. Le projet entrera en relation avec des organisations de défense et de gestion (ODG) françaises sur des produits proches des produits pilotes. On pourrait par exemple envisager des couples (à confirmer) dattes/pruneaux d'Agen, huile d'olive de Téboursouk/ huile d'olive de Nîmes, grenade de Gabès/ abricot du Roussillon...Un voyage d'étude d'une dizaine de personnes 2-3 par produits et des agents de la DGPA permettrait de faire visualiser les démarches proposées par le projet. Le projet pourrait faciliter la venue d'agriculteurs français au niveau de la logistique et de l'organisation, ce qui permettrait d'intéresser un public plus large à l'échange d'expérience.

Activité 2.5 Plan de contrôle

Le plan de contrôle sera établi sur la base du cahier des charges élaboré par les groupes de producteurs réunis en atelier. Il donnera lieu à une consultation d'expert (national ou international) en vue de proposer et de discuter la faisabilité d'un plan d'inspection. Il proposera des procédures d'autocontrôle par les producteurs eux-mêmes, de contrôle interne par l'association de producteurs et de contrôle externe par un organisme tiers. La DGPCQPA sera particulièrement sollicitée pour participer à cette activité.

Activité 2.6 Demande de reconnaissance IG à l'échelon national et international.

Les dossiers de demande de reconnaissance d'IG seront constitués conformément aux textes juridiques et aux procédures révisés au cours du projet. Ils seront examinés par la commission consultative nationale et seront l'objet d'une procédure d'opposition. Le dossier de la grenade, déjà reconnue comme IP, sera complété, particulièrement par un plan de contrôle, afin de pouvoir avoir accès à une reconnaissance internationale. Les AOC donneront lieu à une démarche d'enregistrement à l'Office Mondial de la propriété intellectuelle (OMPI) dans le cadre de l'accord de Lisbonne.

2.3. Composante développement des filières et des territoires

Activité 3.1 Planification stratégique

La démarche participative de planification stratégique a pour objectif de construire une vision partagée des problèmes et des solutions liés au développement de la filière au sein du territoire, entre les producteurs, les groupements et associations de producteurs et les services d'appui, particulièrement les CRDA, et le développement de stratégies pour atteindre les objectifs de développement à l'échelon local.

Ces travaux seront réalisés par le coordinateur national, avec l'aide éventuelle de consultants tunisiens.

Une première série d'ateliers sera organisée pour l'identification des problèmes avec différents groupes composés d'agriculteurs, d'opérateurs de la filière et d'agents des services d'appui. La séparation initiale

des groupes permettra de faire émerger divers problèmes vécus à partir d'expériences différentes. Chaque groupe désignera des représentants qui seront ensuite regroupés afin de finaliser l'exercice. Cette première série d'atelier donnera l'opportunité aux agriculteurs et aux autres opérateurs de discuter, d'une manière collective, de la situation actuelle, de structurer leurs problèmes, de se projeter dans l'avenir et d'identifier des pistes d'amélioration dont la mise en œuvre pourrait être ensuite négociée avec le CRDA et/ou les autorités locales. Dans la plupart des cas, la vision initiale devra être affinée voire modifiée par la suite. Néanmoins, ce processus joue un rôle important en initiant le travail collectif et en assurant que la suite de la procédure répond bien aux problèmes rencontrés. Les groupes constitués seront invités à poursuivre le travail au cours d'une seconde série d'ateliers de résolution des problèmes. Des comptes-rendus synthétiques seront rédigés à l'issue de chaque série d'ateliers.

Les propositions émanant des groupes de travail seront examinées par l'équipe projet, les consultants, l'administration (CRDA) et les autorités locales au cours d'un atelier d'une journée. L'administration et les autorités locales sont ainsi préparées à la phase ultérieure de discussion et de négociation avec les agriculteurs. Ces propositions font l'objet d'une évaluation sommaire dont un compte-rendu est rédigé par l'équipe projet.

Activité 3.2 Définition et mise en œuvre de plans d'action (techniques, organisation, commercial)

Une seconde série d'ateliers sera organisée pour l'élaboration de plan d'actions avec les groupes constitués autour des produits pilotes et les acteurs institutionnels régionaux (CRDA, autorités locales). Il s'agit en particulier de :

- Discuter les résultats issus des ateliers participatifs (agriculteurs, GDA) avec les acteurs institutionnels régionaux (CRDA, délégué, ...) ;
- Donner l'opportunité aux acteurs institutionnels régionaux de présenter aux agriculteurs et GDA les éléments (évolutions, projets, ...) pouvant apporter des éléments de réponse ou de réflexion ;
- Rechercher un consensus sur les problèmes et les objectifs souhaités (vision) et valider un certain nombre d'objectifs partagés ;
- Définir des actions pouvant être mises en œuvre par la suite, ainsi que les moyens, les responsabilités et les échéances dans un cadre renouvelé de partenariat entre GDA et administration ; et :
- Proposer des indicateurs permettant d'évaluer la mise en œuvre et l'efficacité du plan d'action.

Des comptes-rendus synthétiques seront rédigés à l'issue de chaque série d'ateliers.

Le projet veillera à intégrer tous les acteurs institutionnels concernés par les problèmes et les actions nécessaires à leur résolution.

Le projet prendra en charge directement les actions qui relèvent de son mandat (amélioration de la qualité dans la filière, IG, commercialisation). Il facilitera, d'autre part, l'interaction avec les autres acteurs institutionnels en veillant à la synergie avec le projet PA-IG.

Activité 3.3 Commercialisation

Un test de marchés sera effectué pour les 3 produits pilotes avec des partenaires commerciaux au niveau national et international sur leurs principaux marchés. Il s'agira de vérifier comment la labellisation IG permet de conforter la réputation des produits.

Deux opérations de promotion auront lieu sur des foires professionnelles, comme le salon international de l'alimentation à Paris, afin de mettre en relation des opérateurs tunisiens avec de nouveaux partenaires commerciaux et obtenir de nouveaux débouchés pour les produits labellisés.

Pour ces opérations commerciales, les institutions tunisiennes concernées seront mobilisées (APIA, CEPEX...).

2.4. Composantes recherche-développement

Activité 4.1 Etude spécifiques, socio-économiques et techniques

Une synthèse bibliographique des études passées sur les 3 filières retenues sera réalisée. Elle servira d'input aux ateliers de planification stratégique.

Une première étude sera réalisée sur le capital social territorial, c'est-à-dire sur les types et formes d'associations existantes dans les différentes localités. C'est sur cette base d'expériences que pourront être construits les groupements de développement IG. Cette étude sera confiée à des consultants nationaux, experts en sciences sociales.

Les autres thématiques d'étude seront issues de la démarche de construction des IG, qualification des produits, élaboration des cahiers des charges, et des ateliers de planification stratégique, menés avec les producteurs.

Activité 4.2 Encadrement d'étudiants

Des travaux de master et de thèse seront encadrés dans le cadre du programme d'actions-pilotes. Ils contribueront à la formation de jeunes ingénieurs et chercheurs tunisiens à la problématique de la qualité des produits et du développement territorial.

Activité 4.3 Etude d'impact

La mise en évidence des impacts de l'établissement des IG est un enjeu majeur pour l'information des décideurs, aux différents échelons du territoire, du gouvernorat et de l'Etat tunisien. En effet, les résultats du projet pilote peuvent donner des orientations en termes de politique agricole et de développement territorial.

Cette étude sera élaborée conjointement par une équipe tunisienne de recherche en sciences économiques et sociales et le projet. Elle montera un observatoire à base d'indicateurs simples, issus des observatoires statistiques existant et d'enquêtes rapides auprès des opérateurs des filières et des territoires des produits pilotes. Un premier état des lieux sera réalisé la première année du projet. Un deuxième état des lieux pourra être effectué après trois (3) années de projet, puis ultérieurement.

2.5. Communication sur les IG et diffusion des résultats

Activité 5.1 Site Web

Le site Web du Ministère de l'agriculture, géré par l'IRESA, sera pourvu de pages dédiées aux IG et d'une information régulièrement mise à jour. Ces informations concerneront le système international sur les IG, la procédure nationale de reconnaissance, les IG déjà reconnues et le déroulement du projet PA-IG.

Des liens seront proposés vers les agences du réseau IG. Le Ministère de l'agriculture et l'IRESA sont prêts à fournir les ressources humaines spécifiques à cette activité (service du webmaster).

Activité 5.2 Dépliants et brochures sur les IG

Le projet s'attachera à produire des dépliants et des brochures sur les IG. Les dépliants réalisés seront mis à disposition des producteurs et opérateurs des produits pilotes, ainsi qu'aux agents des services d'appui, et lors des événements du projet. Les brochures, qui pourront prendre la forme de manuels pédagogiques qui serviront de guides opératoires aux agents des services d'appui.

Activité 5.3 Couverture média

La couverture média lors des événements du projet – séminaires de lancement, séminaire annuel, travaux de la commission nationale consultative ...- seront autant d'occasions de faire connaître le système IG et les travaux en cours du projet PA-IG.

3. Organisation du projet

3.1. Unité de gestion du projet

Une unité de gestion du projet sera mise en place au sein de la DGPA, conformément à la Convention d'application PA-IG tripartite entre DGPA, l'IRESA et le Cirad. Elle sera composée comme suit :

- Un responsable technique de la DGPA, coordinateur national du Projet PA-IG
- Un responsable technique du CIRAD, coordinateur du Projet PA-IG
- Le consultant tunisien en ingénierie sociale mobilisé par le CIRAD
- Au moins quatre (4) ingénieurs de la DGPA
- Un agent administratif

Cette UGP disposera de locaux et d'accès au parc de véhicules de la DGPA.

3.2. Règles de gestion

La DGPA assurera la gestion et couvrira les frais du personnel mis à disposition de l'UGP, le Cirad assurera la gestion du personnel sous sa responsabilité.

Le Cirad disposera d'une délégation de maîtrise d'œuvre, et assurera à ce titre la gestion de la contribution de l'AFD, sur la base de la convention de financement établie entre l'AFD et l'Etat tunisien, du plan opérationnel global et des plans opérationnels annuels élaborés conjointement par la DGPA et le CIRAD dans le cadre de l'UGP.

A ce titre, il assurera l'ordonnancement et le paiement des dépenses du projet. Les grosses dépenses seront réalisées directement par le coordinateur technique Cirad. Les petites dépenses seront réglées à partir d'une caisse d'avance gérée par le chargé de suivi (Cirad).

Les consultants nationaux et internationaux seront recrutés et payés par le Cirad, après avis de non objection de la DGPA et de l'AFD.

L'UGP suit les règles de gestion de l'AFD, notamment les règles de concurrence.

3.3. Autres partenaires du projet

Les autres services du MARHP sont des partenaires indissociables du projet, avec lesquels la DGPA sera amenée à travailler étroitement dans le cadre de la reconnaissance des indications géographiques.

L'IRESA sera un important partenaire pour ce qui concerne les études spécifiques à réaliser et la gestion du site web, le GI-fruit et l'ONH pour la gestion technico-économique des filières, la DGPCQPA dans le contrôle et les inspections à réaliser.

L'APIA a un rôle majeur à jouer pour l'accompagnement des investissements techniques, commerciaux et immatériels des opérateurs des différentes filières.

La CEPEX sera sollicitée pour les opérations commerciales à l'étranger.

L'INNORPI et toutes les organisations publiques ou privées participant à la reconnaissance, au contrôle et à la promotion des IG seront sollicitées afin de participer aux activités du « réseau IG ».

3.4. Synergies

Le projet recherchera les synergies avec les activités d'autres services et d'autres projets, qui contribueront à atteindre ses objectifs, notamment toutes les actions de développement local de promotion d'activités connexes génératrices de revenus et du tourisme.

4. Résultats attendus

4.1. Résultat 1: Les textes juridiques et réglementaires concernant les IG ont été discutés et des propositions d'amendement ont été suggérées par le Projet PA-IG

Les textes juridiques et réglementaires ont été analysés par un expert international. Les propositions et amendements ont été discutés lors d'un atelier national. La DGPA a engagé la procédure de révision de la loi et des textes réglementaires auprès des autorités compétentes.

4.2. Résultat 2: La DGPA dispose de personnel formé, pour gérer les demandes d'appui et de reconnaissance d'IG, réuni au sein d'une unité de gestion de projet.

Le personnel de la DGPA intégré dans l'Unité de gestion de projet, ainsi que le personnel des CRDA des 2 à 3 régions concernées, ont reçu une formation théorique et pratique. Ils ont la capacité à poursuivre les activités d'appui à la reconnaissance, la gestion et la promotion des IG tunisiennes.

4.3. Résultat 3: Un réseau IG a été constitué, dont les entités se coordonnent pour la reconnaissance, la gestion et la promotion des IG.

Un réseau IG a été constitué dès le début du projet et a accueilli d'autres organisations compétentes au cours du projet. Les agents des différentes organisations ont été formés au cours des ateliers du groupe de travail IG et ont tissé des relations de travail.

4.4. Résultat 4: 2 à 3 associations d'IG ont été créées et ont les compétences nécessaires pour la gestion et la promotion de leur produit.

Les 3 groupes de travail formés pour la construction du cahier des charges IG ont été constitués en associations reconnues pour gérer les IG. Leurs membres ont participé aux travaux pour la reconnaissance de l'IG et l'établissement du plan d'inspection et pour la promotion des produits. Ils ont bénéficié d'une formation théorique et pratique au cours des ateliers de formation-action.

4.5. Résultat 5: 2 à 3 produits (dattes, grenade de Gabès et huile d'olive de Téboursouk) dispose d'un dossier de demande d'IG déposé auprès des autorités compétentes

3 dossiers de reconnaissance en IG ont été déposés ou amendés (grenade de Gabès), selon les critères internationaux, auprès des autorités compétentes. Si celles-ci ont fait diligence, ces dossiers seront présentés pour une reconnaissance internationale, notamment dans le cadre de l'Agrément de Lisbonne.

4.6. Résultat 6: Une vision partagée du développement de la filière dans le territoire a émergé, entre les opérateurs de la filière

Les travaux de planification stratégique et les actions en cours ont permis l'émergence d'une vision du développement de la filière dans le cadre territorial. Les opérateurs ont les capacités à mobiliser les services publics et privés compétents.

4.7. Résultat 7: Des contacts professionnels permettent d'envisager de nouveaux marchés pour les 2 à 3 produits

Les tests de marché et les actions de promotion ont permis la mise en relation de professionnels de l'aval pour l'ouverture de nouveaux marchés et/ou un meilleur positionnement sur les marchés anciens.

4.8. Résultat 8: Un outil de suivi des IG a été développé

Un outil de suivi et d'étude d'impact des IG a été élaboré par une équipe de chercheurs en économie et sciences sociales de l'IRESA. Une batterie d'indicateurs a été élaborée qui permet de suivre l'impact des IG au niveau territorial. Une enquête « état des lieux » a été réalisée en début de projet et publiée.

4.9. Résultat 9: L'information des professionnels et du public a augmenté.

La communication autour des IG a pour objectifs de faire connaître le système IG auprès des professionnels – producteurs agricoles, transformateurs, commerçants- en vue de susciter leur intérêt pour la reconnaissance de nouvelles IG. Elle a aussi pour but de faire connaître le logo IG du grand public, en tant que signe de qualité capable de soutenir leurs actes d'achat.

ANNEXE1

PRESENTATION SYNTHETIQUE DES ACTIVITES DU PROJET PA-IG

| | | |
|---|---|---|
| 0 Formulation projet | | A0 Mission de formulation du projet PA-IG |
| | | A0 Mission programmation et partenariat |
| 1. Renforcement Institutionnel | A1.1 Services d'appui (public et privés) | A 1.1.1 Atelier technique n°1 et création du réseau IG A 1.1.2 Un séminaire annuel présentera l'état d'avancement du projet |
| | A1.2 Ateliers groupe de travail | A1.2.1. Réunions techniques trimestrielles du groupe de travail UGP + réseau. |
| | A1.3 Harmonisation de la législation | A1.3.1 Proposition de textes modificatifs nécessaires pour une harmonisation avec les textes internationaux |
| | | A1.3.2 Un atelier de restitution sera organisé pour le réseau IG et la commission technique consultative. |
| | A1.4 Gestion de la redevance | A1.4.1 Une procédure évolutive pour la gestion de la redevance, |
| 2. Reconnaissance des IG/ Formation action | A.2.1 Appui aux groupes porteurs A.2.2 Plan de contrôle A.2.3 Reconnaissance nationale et internationale des 3 IG | A.2.1.1 Atelier régional de sensibilisation A.2.1.2 Ateliers Formation-action (sur les IG) : élaboration des CdC, délimitation A.2.1.3 Formalisation des GD IG A.2.1.4 Voyages d'études et Jumelage avec des IG françaises A.2.2.1 Délimitation, Identification des producteurs et des parcelles A.2.2.2 Elaboration et mise en œuvre des procédures d'autocontrôle et contrôle interne A.2.2.3 Etablissement d'un plan de contrôle A.2.2.4 Elaboration et mise en œuvre des procédures de contrôle externe A.2.3.1 Elaboration du dossier de demande A.2.3.2 Suivi de la procédure de reconnaissance et inscription au registre A.2.3.3 Dépôt et suivi du dossier à l'INNORPI pour reconnaissance internationale A.2.4.1 Expertise Internationale Certification (Backstopping) sur les 3 terrains |

| | | |
|---|--|--|
| 3. Développement filière X territoire | A3.1 Planification stratégique | A3.1.1 Ateliers de planification stratégique |
| | A3.2 Articulation avec développement territorial | A3.2.1 Appui à la mise en œuvre des plans d’actions par l’organisation des producteurs et la mobilisation des services de l’Etat sur les activités hors mandat du projet |
| | | A3.2.3 Appui à la mise en œuvre d’activités annexes – tourisme, artisanat par la coordination avec les services de l’Etat compétent |
| | A3.3 Commercialisation | A3.3.1 Réalisations de 3 tests de marché A3.3.2 Promotion des produits à foires professionnelles (à identifier) |
| 4. Recherche-développement | A4.1 Etudes spécifiques | A4.1.0 Etudes bibliographiques sur les filières dattes, grenades et huile d’olive |
| | | A4.1.1 Etudes techniques sur le produit et les pratiques de production |
| | | A4.1.2 Etudes de filières et organisations de territoires |
| | A4.2 Encadrement d’étudiants | A4.2.1 Encadrement d’étudiants en complément des études spécifiques |
| 5. Communication sur les IG et dissémination des résultats | A5.1 Séminaires | A4.3.1 Etude d’impact Méthodologie et état des lieux, renouvellement après 3 ans |
| | | A5.1.1 Séminaire de lancement du projet |
| | | A5.1.2 Echanges entre producteurs des 3 IG et autres IG tunisiennes |
| | | A5.1.3 Séminaire de clôture |
| | A5.2 Site web | A5.2.1 Le site web du Ministère de l’agriculture/IRESA consacrera plusieurs pages aux IG et à l’avancement du projet PA-IG |
| | A5.3 Support de communication | A5.3.1 Dépliants, Brochures |
| | | A5.3.2 Film vidéo (AVFA) |
| | A5.4 Couverture média | A5.4.1 Couverture média |
| | A5.5 Valorisation scientifique | A5.5.1 Publications scientifiques |
| | | |
| 6. Coordination et gestion | | A6.1.1 Des activités spécifiques de coordination et de gestion des moyens à mettre à la disposition du projet. |

Annexe 2

Programmation des activités du PA-IG

| | Trim 2 | Trim 3 | Trim 4 | An 2013 | An 2014 |
|---|-------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------|-------------|
| A0 Mission de formulation du projet PA-IG | | | | | |
| A0 Mission programmation et partenariat | | | | | |
| A 1.1.1 Atelier technique n°1 et création du réseau IG | Mai | | | | |
| A 1.1.2 Un séminaire annuel présentera l'état d'avancement du projet | | | | Avril | Avril |
| A1.2.1. Réunions techniques groupe de travail UGP + réseau. trimestrielle | | Trimestriel | Trimestriel | Trimestriel | Trimestriel |
| A1.3.1 Proposition de textes modificatifs nécessaires pour une harmonisation avec les textes internationaux | Réunion DG LF Mai | Rendu DGLF septembre | Lecture harmonisation Intern/nat | Dépôt auprès Innorpi | |
| A1.3.2 Un atelier de restitution sera organisé pour le réseau IG et la commission technique consultative. | | | Réunion | | |
| A1.4.1 Une procédure évolutive pour la gestion de la redevance, | | | | | |
| A.2.1.1 Atelier régional de sensibilisation | Mai | | | | |
| A.2.1.2 Ateliers Formation-action (sur les IG), élaboration du CdC, | Mensuel | Mensuel | Mensuel | Mensuel | Mensuel |
| A.2.1.3 Formalisation des GD IG | | | | | |
| A.2.1.4 Voyages d'étude et Jumelages avec des IG françaises/suisses | | | | 3 voyages | |
| A.2.2.1 Délimitation, Identification des producteurs et des parcelles | | Grenade | | | |
| A.2.2.2 Elaboration et mise en œuvre des procédures d'autocontrôle et contrôle interne | | Grenade | | | |
| A.2.2. 3 Etablissement d'un plan de contrôle | | | | | |
| A.2.2.4 Elaboration et mise en œuvre des procédures de contrôle externe | | | | | |
| A.2.3.1 Elaboration du dossier de demande | | | | | |
| A.2.3.2 Suivi de la procédure de reconnaissance et inscription au registre | | | | | |
| A.2.3.3 Dépôt et suivi du dossier à l'INNORPI pour reconnaissance internationale | | | | | |
| A.2.4.1 Expertise Internationale Certification (Backstopping) sur les 3 terrains | | | | | |

| | Trim 2 | Trim 3 | Trim 4 | An 2 | An 3 |
|--|---------|--------|---------|------|-------|
| A3.1.1 Ateliers de planification stratégique | | | | | |
| A3.2.1 Appui à la mise en œuvre des plans d'actions par l'organisation des producteurs et la mobilisation des services de l'Etat sur les activités hors mandat du projet | | | | | |
| A3.2.3 Appui à la mise en œuvre d'activités annexes – tourisme, artisanat par la coordination avec les services de l'Etat compétent | | | | | |
| A3.3.1 Réalisations de 3 tests de marché | | | Grenade | | |
| A3.3.2 Promotion des produits à foires professionnelles (à identifier) | | | | | |
| A4.1.0 Etudes biblio sur les filières dattes, grenades et huile d'olive | | | | | |
| A4.1.1 Etudes techniques sur le produit et les pratiques de production | | | | | |
| A4.1.2 Etudes de filières et organisations de territoires | | | | | |
| A4.2.1 Encadrement étudiants En complément des études spécifiques | Grenade | | | | |
| A4.3.1 Etude d'impact. Méthodologie et état des lieux, renouvellement après 3 ans | | | IRESA | | IREZA |
| A5.1.1 Séminaire de lancement du projet | mai | | | | |
| A5.1.2 Echanges entre producteurs des 3 IG et autres IG tunisiennes | | | | | |
| A5.1.3 Séminaire de clôture | | | | | |
| A5.2.1 Le site web du Ministère de l'agriculture consacrera plusieurs pages aux IG et à l'avancement du projet PA-IG | | | | | |
| A5.3.1 Dépliants, Brochures | | | | | |
| A5.3.2 Film vidéo (AVFA) | | | | | |
| A5.4.1 Couverture média | | | | | |
| A5.5.1 Publications scientifiques | | | | | |
| A6.1.1 Des activités spécifiques de coordination et de gestion des moyens à mettre à la disposition du projet. | | | | | |

Annexe 3 :

3.1 Budget du projet PA-IG 2012

| PA-IG 2012 | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2012 | Total 2012 | |
|---|---------|-----|----------|--------|--------------|----------|------------|---------------|
| Formation | | | | | | | | 81 950 |
| Ateliers techniques trimestriels | | | | | | | | |
| Salle | Minagri | | | | 1 950 | 3 | 5 850 | |
| Transport | 500 | 1 | 1 | 550 | | | | |
| logement + repas | | 20 | 70 | 1 400 | | | | |
| logement + repas suppl. | | 20 | 70 | 1 400 | 1 400 | 2 | 2 800 | |
| Fournitures | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Expert international | | | | | 5 420 | 2 | 10 840 | |
| avion | | 1 | 800 | 800 | | | | |
| honoraires | | 3 | 1 300 | 3 900 | | | | |
| logement + repas | | 3 | 240 | 720 | | | | |
| Formation | | | | | 3 600 | 1 | 3 600 | |
| Technique | Réseau | | | | | | | |
| organisation GDA interpro | Réseau | | | | | | | |
| Réglementation IG | Réseau | | | | | | | |
| commercialisation | privé | 6 | 600 | 3 600 | | | | |
| Voyage d'études France (5j) | | 12 | | | 18 560 | 2 | 37 120 | |
| Avion | | 12 | 400 | 4 800 | | | | |
| Hotel | | 48 | 120 | 5 760 | | | | |
| Restaurant | | 100 | 40 | 4 000 | | | | |
| Déplacement | | 1 | 4 000 | 4 000 | | | | |
| Per diem | | 60 | 80 | 4 800 | | | | |
| Formation IG Maroc | | | | | 21 740 | 1 | 21 740 | |
| Avion | | 2 | 750 | 1 500 | | | | |
| Inscription | | 2 | 9 000 | 18 000 | | | | |
| Per diem | | 28 | 80 | 2 240 | | | | |

| PA-IG 2012 (suite) | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2012 | Total 2012 | |
|---|-------|------|----------|--------|--------|------------|---------------|---------------|
| Animation du réseau IG | | | | | | | | 89 250 |
| Séminaire de lancement | | 80 | | | | | | |
| Salle | pm | | | | 6 000 | 1 | 6 000 | |
| Déjeuner | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Nuitées | pm | | | 5 000 | | | | |
| Fournitures | | | | 1 000 | | | | |
| Atelier régional sensibilisation | | 50 | | | 960 | 3 | 2 880 | |
| Transport | | | | 100 | | | | |
| Per diem | | 6 | 60 | 360 | | | | |
| Fournitures | | | pm | | | | | |
| Pause-café | | | pm | | | | | |
| Déjeuner | | 50 | 10 | 500 | | | | |
| Atelier F-A mensuel (un) | | | | | 320 | 21 | 6 720 | |
| Transport | | | | 100 | | | | |
| Per diem | | 3,00 | 60 | 180 | | | | |
| Pause-café | | 20 | 2 | 40 | | | | |
| Analyses laboratoire | | 1 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 1 | 3 000 | |
| Echange entre IG | | | | | 2 650 | 1 | 2 650 | |
| Transport | 500 | 1 | 1 | 550 | | | | |
| logement + repas | | 30 | 70 | 2 100 | | | | |
| Fournitures | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Activités annexes | | | | | 60 000 | 1 | 60 000 | |
| Dattes | | | | 20 000 | | | | |
| Grenade | | | | 20 000 | | | | |
| Huile d'olive | | | | 20 000 | | | | |
| Organisation GDA | | 4 | 2 000 | 8 000 | 8 000 | 1 | 8 000 | |

| PA-IG 2012 (suite) | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2012 | Total 2012 | |
|---------------------------------|--------|------|----------|--------|--------|--------------|----------------|----------------|
| Promotion et marketing | | | | | | | | 51 085 |
| Test de marché Grenade | | | | | 40 000 | 1 | 40 000 | |
| Etude étudiant Master Fce | | 1 | 30 000 | 30 000 | | | | |
| Etude étudiant Mktg nat | | 1 | 10 000 | 10 000 | | | | |
| Etudiants Grenade | | 1 | 500 | 500 | 500 | 1 | 500 | |
| Communication | | | | | 10 585 | 1 | 10 585 | |
| Vidéo AVFA | pm | | | | | | | |
| Dépliants | | 500 | 0 | 200 | | | | |
| Bloc note | | 1000 | 1 | 800 | | | | |
| Porte documents | | 1000 | 3 | 2 500 | | | | |
| Poster solo | | 4 | 240 | 960 | | | | |
| Stylo | | 500 | 0 | 125 | | | | |
| >Page web Iresa | | 1 | 6 000 | 6 000 | | | | |
| Gestion redevances | | | | | 9 000 | 1 | 9 000 | 9 000 |
| Bureau contrôle Grenade | | 1 | 3 000 | 3 000 | | | | |
| Bureau de contrôle vin | 2 ap.. | 2 | 3 000 | 6 000 | | | | |
| Logistique et divers UGP | | | | | 67 720 | 1 | 67 720 | 67 720 |
| Equipements bureautique | | | | | | | | |
| ordinateur portable | | 4 | 1 000 | 4 000 | | | | |
| Ecran | | 4 | 300 | 1 200 | | | | |
| Clavier | | 4 | 30 | 120 | | | | |
| ordinateur fixe | | 1 | 1 200 | 1 200 | | | | |
| Imprimante 3 en1 | | 1 | 250 | 250 | | | | |
| Imprimante réseau | | 1 | 600 | 600 | | | | |
| Disque dur externe | | 3 | 150 | 450 | | | | |
| Vidéoprojecteur | | 1 | 700 | 700 | | | | |
| Appareil photo | | 1 | 1 500 | 1 500 | | | | |
| voiture | | 1 | 40 000 | 40 000 | | | | |
| bureaux | | 3 | 1 600 | 4 800 | | | | |
| Climatiseur | | 2 | 750 | 1 500 | | | | |
| Fournitures bureau | an | 1 | 2 000 | 2 000 | | | | |
| Entretien bureautique | an | 1 | 2 000 | 2 000 | | | | |
| Carburant+entretien | 20000 | 1 | 3 000 | 3 000 | | | | |
| Assurance + vignette | an | 1 | 1 500 | 1 500 | | | | |
| Réparations | an | 1 | 1 000 | 1 000 | | | | |
| Audit gestion | | 1 | 1 000 | 1 000 | | | | |
| Téléphone mobile | cartes | 12 | 50 | 600 | | | | |
| Clé 3G | | 1 | 300 | 300 | | | | |
| | | | | | | Total | 299 005 | 299 005 |

3.2 Budget du projet PA-IG 2013

| PA-IG 2013 | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2013 | Total 2013 | |
|---------------------------------------|---------|-----|----------|-------|--------------|----------|------------|----------------|
| Formation | | | | | | | | 127 840 |
| Atelier technique trimestriels | | | | | | | | |
| Salle | Minagri | | | | 1 950 | 4 | 7 800 | |
| Transport | 500 | 1 | 1 | 550 | | | | |
| logement + repas | | 20 | 70 | 1 400 | | | | |
| logement + repas suppl. | | 20 | 70 | 1 400 | 1 400 | 2 | 2 800 | |
| Fournitures | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Expert international | | | | | 5 420 | 2 | 10 840 | |
| avion | | 1 | 800 | 800 | | | | |
| honoraires | | 3 | 1 300 | 3 900 | | | | |
| logement + repas | | 3 | 240 | 720 | | | | |
| Echange d'expérience | | | | | | | | |
| Echange F-T | | | | | 1 280 | 3 | 3 840 | |
| avion | | 1 | 800 | 800 | | | | |
| logement + repas | | 2 | 240 | 480 | | | | |
| Echange T-F | | | | | 15 000 | 3 | 45 000 | |
| avion | | 6 | 800 | 4 800 | | | | |
| logement + repas | | 30 | 240 | 7 200 | | | | |
| Transports locaux | | 1 | 3 000 | 3 000 | | | | |
| Formation | | | | | 3 600 | 1 | 3 600 | |
| Technique | Réseau | | | | | | | |
| organisation GDA | | | | | | | | |
| interpro | Réseau | | | | | | | |
| Réglementation IG | Réseau | | | | | | | |
| commercialisation | privé | 6 | 600 | 3 600 | | | | |
| Voyage d'études | | | | | | | | |
| France (5j) | | 12 | | | 18 560 | 1 | 18 560 | |
| Avion | | 12 | 400 | 4 800 | | | | |
| Hotel | | 48 | 120 | 5 760 | | | | |
| Restaurant | | 100 | 40 | 4 000 | | | | |
| Déplacement | | 1 | 4 000 | 4 000 | | | | |
| Per diem | | 60 | 80 | 4 800 | | | | |

| PA-IG 2013 | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2013 | Total 2013 | |
|-----------------------------|-------|----|----------|--------|--------|---------|------------|---------------|
| Voyage d'études suisse | | | | | 35 400 | 1 | 35 400 | |
| Commission technique | | | | | | | | |
| Avion | | 10 | 800 | 8 000 | | | | |
| Hotel | | 40 | 160 | 6 400 | | | | |
| Restaurant | | 80 | 50 | 4 000 | | | | |
| Déplacement | | 1 | 5 000 | 5 000 | | | | |
| Per diem | | 50 | 80 | 4 000 | | | | |
| Organisation | | 8 | 1 000 | 8 000 | | | | |
| Animation réseau | | | | | | | | 85 900 |
| Séminaire annuel | | 50 | | | | | | |
| avancement | | | | | | | | |
| Salle | pm | | | | 4 000 | 1 | 4 000 | |
| Déjeuner | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Nuitées | pm | | | 4 000 | | | | |
| Fournitures | pm | | | | | | | |
| Atelier F-A mensuel | | | | | 320 | 30 | 9 600 | |
| Transport | | | | 100 | | | | |
| Per diem | | 60 | 3 | 180 | | | | |
| Pause-café | | 20 | 2 | 40 | | | | |
| Activités annexes | | | | | 60 000 | 1 | 60 000 | |
| Dattes | | | | 20 000 | | | | |
| Grenade | | | | 20 000 | | | | |
| Huile d'olive | | | | 20 000 | | | | |
| Organisation GDA | | 4 | 1 000 | 4 000 | 4 000 | 1 | 4 000 | |
| Echange entre IG | | | | | 2 650 | 2 | 5 300 | |
| Transport | 500 | 1 | 1 | 550 | | | | |
| logement + repas | | 30 | 70 | 2 100 | | | | |
| Fournitures | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Analyses laboratoire | | 1 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 1 | 3 000 | |
| Gestion redevances | | | | | 19 000 | 1 | 19 000 | 19 000 |
| Certification | | | | | | | | |
| Bureau contrôle | | | | | | | | |
| Grenade | | 1 | 3 000 | 3 000 | | | | |
| Bureau contrôle dattes | | 1 | 4 000 | 4 000 | | | | |
| Bureau de contrôle vin | 4 ap. | 4 | 3 000 | 12 000 | | | | |

| PA-IG 2013 | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2013 | Total 2013 | |
|---------------------------------|--------|-------|----------|--------|---------|------------|---------------|----------------|
| Promotion et Marketing | | | | | | | | |
| Promotion, foire | | | | | 203 000 | 1 | 203 000 | 226 000 |
| foire 1 | | 1 | 27 000 | 27 000 | | | | |
| foire 2 | | 1 | 26 000 | 26 000 | | | | |
| Test marché France dattes/HO | | 1 | 50 000 | 50 000 | | | | |
| Test marché Allemagne dattes/HO | | 1 | 50 000 | 50 000 | | | | |
| Test marché Canada dattes/HO | | 1 | 50 000 | 50 000 | | | | |
| Communication | | | | | 23 000 | 1 | 23 000 | |
| Vidéo AVFA | pm | 1 | 1 000 | 1 000 | | | | |
| >Page web Iresa | | 1 | 2 000 | 2 000 | | | | |
| Manuel " Construire une IG" | réseau | 1 000 | 20 | 20 000 | | | | |
| Autocollants, flyer... | | | | | | | | |
| Casquettes | | | | | | | | |
| Logistique UGP | | | | | 12 900 | 1 | 12 900 | 12 900 |
| Fournitures bureau | an | 1 | 2 000 | 2 000 | | | | |
| Entretien bureautique | an | 1 | 2 000 | 2 000 | | | | |
| Carburant+entretien | 20000 | 1 | 3 000 | 3 000 | | | | |
| Assurance + vignette | an | 1 | 1 500 | 1 500 | | | | |
| Réparations | an | 1 | 1 000 | 1 000 | | | | |
| Audit gestion | an | 1 | 1 000 | 1 000 | | | | |
| GPS | | 3 | 500 | 1 500 | | | | |
| Téléphone mobile | cartes | 12 | 50 | 600 | | | | |
| Clé 3G | an | 1 | 300 | 300 | | | | |
| | | | | | | Total | 471 640 | 471 640 |

3.2 Budget du projet PA-IG 2014

| PA-IG 2014 | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2014 | Total 2014 | |
|---------------------------------------|--------------|----|----------|-------|--------------|-----------|------------|----------------|
| Formation | | | | | | | | 18 220 |
| Atelier technique trimestriels | | 20 | | | 1 950 | 4 | 7 800 | 228 010 |
| Salle | Minagri | | | | | | | |
| Transport | 500 | 1 | 1 | 550 | | | | |
| logement + repas | | 20 | 70 | 1 400 | | | | |
| logement + repas suppl. | | 20 | 70 | 1 400 | 1 400 | 1 | 1 400 | |
| Fournitures | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Expert international avion | | 1 | 800 | 800 | 5 420 | 1 | 5 420 | |
| honoraires | | 3 | 1 300 | 3 900 | | | | |
| logement + repas | | 3 | 240 | 720 | | | | |
| Formation | | | | | 3 600 | 1 | 3 600 | |
| Technique organisation GDA interpro | Réseau | | | | | | | |
| Réglementation IG commercialisation | Réseau privé | 6 | 600 | 3 600 | | | | |
| Animation réseau IG | | | | | | | | 149 250 |
| Séminaire annuel avancement | | 50 | | | | | | 324 400 |
| Salle | pm | | | | 4 000 | 1 | 4 000 | |
| Déjeuner | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Nuitées | pm | | | 4 000 | | | | |
| Fournitures | pm | | | | | | | |
| Séminaire de clôture | | 80 | | | | | | |
| Salle | pm | | | | 6 000 | 1 | 6 000 | |
| Déjeuner | pm | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | |
| Nuitées | pm | | | 5 000 | | | | |
| Fournitures | | | | 1 000 | | | | |
| Atelier F-A mensuel | | | | | 320 | 30 | 9 600 | |
| Transport | | | | 100 | | | | |
| Per diem | | 60 | 3 | 180 | | | | |
| Pause-café | | 20 | 2 | 40 | | | | |

| PA-IG 2014 | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2014 | Total 2014 | | |
|--------------------------------------|--------|----|----------|--------|--------|---------|------------|----------------|---------|
| Activités annexes | | | | | 60 000 | 1 | 60 000 | | |
| Dattes | | | | 20 000 | | | | | |
| Grenade | | | | 20 000 | | | | | |
| Huile d'olive | | | | 20 000 | | | | | |
| Organisation GDA | | 4 | 1 000 | 4 000 | 4 000 | 1 | 4 000 | | |
| Reconnaissance Internationale | | 3 | 20 000 | 60 000 | 60 000 | 1 | 60 000 | | |
| Echange entre IG | | | | | 2 650 | 1 | 2 650 | | |
| Transport | 500 | 1 | 1 | 550 | | | | | |
| logement + repas | | 30 | 70 | 2 100 | | | | | |
| Fournitures | pm | | | | | | | | |
| Pause-café | pm | | | | | | | | |
| Analyses laboratoire | | 1 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 1 | 3 000 | | |
| Promotion Marketing | | | | | | | | 119 000 | 396 085 |
| Promotion, foire | | | | | 66 000 | 1 | 66 000 | | |
| foire 1 | | 1 | 30 000 | 30 000 | | | | | |
| foire 2 | | 1 | 30 000 | 30 000 | | | | | |
| Media professionnels | | 3 | 2 000 | 6 000 | | | | | |
| Communication | | | | | 3 000 | 1 | 3 000 | | |
| Vidéo AVFA | pm | 1 | 1 000 | 1 000 | | | | | |
| Page web Iresa | | 1 | 2 000 | 2 000 | | | | | |
| Rapport final de projet | | | | | | | | | |
| Rencontres d'affaires | | 1 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 1 | 50 000 | | |
| Gestion redevance | | | | | 31 000 | 1 | 31 000 | 31 000 | 59 000 |
| Certification | | | | | | | | | |
| Bureau contrôle | | | | | | | | | |
| Grenade | | 1 | 3 000 | 3 000 | | | | | |
| Bureau contrôle dattes | | 1 | 4 000 | 4 000 | | | | | |
| Bureau de contrôle HO | | 1 | 3 000 | 3 000 | | | | | |
| Bureau de contrôle vin | 7 ap.. | 7 | 3 000 | 21 000 | | | | | |

| PA-IG 2014 | Unité | Nb | coût un. | Total | | Nb 2014 | Total 2014 | | |
|-------------------------|--------|----|----------|-------|--------|------------|---------------|---------------|--------|
| Logistique UGP | | | | | 11 400 | 1 | 11 400 | 11 400 | 92 020 |
| Fournitures bureau | an | 1 | 2 000 | 2 000 | | | | | |
| Entretien bureautique | an | 1 | 2 000 | 2 000 | | | | | |
| Carburant+entretien | 20000 | 1 | 3 000 | 3 000 | | | | | |
| Assurance + vignette | an | 1 | 1 500 | 1 500 | | | | | |
| Réparations | an | 1 | 1 000 | 1 000 | | | | | |
| Audit gestion | an | 1 | 1 000 | 1 000 | | | | | |
| Téléphone mobile | cartes | 12 | 50 | 600 | | | | | |
| Clé 3G | an | 1 | 300 | 300 | | | | | |
| | | | | | | Total | 328 870 | 328 870 | |
| Tot. 1+2+3 | | | | | | | 1 099 515 | | |